

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

États généraux du Parti socialiste

Une charte inutile : qu'on en juge !

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 26 novembre 2014

Démocratie & Socialisme

De nombreux militants socialistes ont participé à la préparation des états-généraux du 6 décembre. Plus de 5600 contributions ont été déposées. Pourtant **le projet de « charte des socialistes pour le progrès humain » est totalement atemporel**. Et c'est bien là la critique principale qu'on peut lui faire. Des socialistes sont au gouvernement, et ce texte ne mentionne aucun des débats qui ont lieu parmi nous sur la politique « pro-business » du gouvernement comme la qualifie Manuel Valls lui-même. **Le titre initialement proposé pour cette charte était : « Pour un nouveau progressisme »**. Le Bureau national l'a repoussé tant cela faisait allusion à la volonté de Manuel Valls d'abandonner le terme de socialisme.

Des généralités à la pelle

« *l'individu ne doit pas être solitaire, il doit être solidaire* » ou bien « *L'État-providence est la plus grande conquête réalisée en faveur du développement humain* ». Ou encore : « *Nous travaillons à rendre l'économie fonctionnelle* ». Et aussi : « *Nous agissons dans le respect des droits de l'Homme dans le cadre des Nations Unies* ». Encore une : « *Les salariés doivent avoir voix au chapitre dans l'entreprise* » (le Medef n'a vraiment aucune inquiétude à se faire devant aussi peu d'audace !). Et cerise sur le gâteau : « *Des classes sociales diffuses n'empêchent pas que les rapports de classes perdurent* » (comprenez qui pourra !).

Des contradictions majeures sur l'économie et le social

La charte de l'identité socialiste affirme le « *primat du politique sur l'économisme* », mais **le gouvernement confie les clefs de l'économie française au MEDEF !**

Elle met en avant la « *solidarité* », mais les ressources de la Sécurité sociale, des retraites, de l'assurance chômage stagnent ou diminuent alors que le chômage, la précarité et la pauvreté ne cessent d'augmenter !

Elle regrette la « *détérioration du rapport de forces entre le capital et le travail* ». Mais la loi Sapin de 2013 précarise l'emploi et sécurise les licenciements, l'affaiblissement continu du Code du travail fragilise toujours plus les salariés au profit du patronat, alors que les pactes de « *compétitivité* » et de « *responsabilité* » redistribuent les richesses à l'envers : des salariés, chômeurs et retraités vers les entreprises dominées par les grands groupes ! Le projet de charte parle aussi, autre exemple, du « *combat historique des socialistes pour l'extension du temps libre* » au moment où Emmanuel Macron propose l'ouverture des magasins douze dimanches par an.

La crise de la citoyenneté non prise en compte

Ce n'est pas avec ces autres généralités que nous allons la résoudre : « *Nous voulons la République toujours recommencée* » et « *Nous voulons la démocratie accomplie* ». Il s'agit de « *renouer avec l'esprit public* », de « *rendre la démocratie plus représentative* », avoir « *des institutions plus rééquilibrées* »...

La Charte considère que l'Europe n'est pas suffisamment « *démocratique* ». Mais elle ne remet pas en question la ratification du traité de Lisbonne grâce aux voix de la majorité des parlementaires socialistes !

Elle souligne le besoin de « *démocratie* », mais elle oublie la Constitution de la Ve République et les pouvoirs exorbitants qu'elle attribue au président de la République, au détriment du Parlement !

Reniiements et mesurette sur la lutte contre la finance

Il est certes écrit que « *nous voulons une taxation des transactions financières de haut niveau* » mais c'est pourtant le gouvernement français qui, au niveau européen, se bat pour qu'elle soit le plus bas possible (à la demande du secteur bancaire français). Pas très crédible.

Elle veut un « *État stratège* ». Mais l'État cède une à une ses participations dans les entreprises publiques, la SNCF est mis en concurrence avec le secteur privé, le budget de l'État est sous la surveillance étroite de Bruxelles, le bilan de la Banque Publique d'investissement représente moins de 3 % de celui de la BNP-PARIBAS et l'investissement public est sacrifié !

Elle souhaite l'« *encadrement de la Finance* ». Mais la loi bancaire ne cantonne que 1,5 % des activités des banques dans des filiales spécifiques alors même que la spéculation représente 78 % du total des activités du secteur bancaire et notre ministre des Finances cherche à vider de son contenu la taxe européenne sur les transactions financières (déjà peu consistante) !

Les militants n'ont pas le droit de déposer des amendements au projet de charte.

Nous ne voterons donc pas cette charte. Comment en effet avaliser un texte qui correspond aussi peu aux questions débattues actuellement dans notre pays ?

C'est au congrès de juin 2015 qu'aura enfin lieu le vrai débat au sein du Parti. Car à ce moment là, les militants pourront dire si la politique menée en leur nom est la bonne ou s'il faut au plus vite la réorienter. C'est le seul débat qui compte aujourd'hui !